

## En Espagne, les étudiants marocains passent à la caisse

● Prenant la crise pour alibi, le gouvernement conservateur d'Espagne décide de faire payer les étudiants dits extracommunautaires la totalité des frais d'inscription, ce qui va fragiliser leur situation

DNC À MADRID, AMAL BABA ALI

Personne n'échappe aux coupes budgétaires du gouvernement de Mariano Rajoy. Les étudiants étrangers, qui ne procèdent pas d'un pays de l'Union européenne, devront désormais s'acquitter de la totalité des frais d'inscription dans les universités espagnoles. La nouvelle est tombée comme un couperet dans les rangs des étudiants marocains. Il s'en est suivi une forte mobilisation afin que cette mesure soit retirée, car, dans le cas contraire, cela signifierait, pour nombre d'entre eux, la fin du droit au séjour en Espagne. Concrètement, les frais d'inscription dans un établissement universitaire ibérique coûteront à l'étudiant marocain une petite fortune, puisque l'administration ne prendra plus en charge sa formation, comme auparavant où l'administration centrale exonérait les étudiants d'une partie des frais d'admission. «Cela veut dire que l'on passera de 1.000 à environ 6.000 euros par an. Nous ne sommes pas en mesure de débours ces sommes», s'indigne ce jeune étudiant en ingénierie. Le gouvernement de Rajoy a adopté un plan de coupes dans le budget de l'éducation, qui vise à économiser 3 mil-



liards d'euros. Certes, les étudiants espagnols sont aussi concernés par ces mesures d'austérité, mais les étrangers payeront le plus lourd tribut. Pour le moment, le combat vise à épargner les étudiants qui ont déjà entamé leur cursus universitaire en Espagne. De plus, ils dénoncent le

traitement préférentiel réservé aux étudiants européens et demandent l'égalité de traitement, «puisque nous appartenons au même système éducatif», revendique la pétition lancée par les étudiants affectés et laquelle juge la mesure «abusive» et «discriminatoire». Les étudiants

étrangers, dont les Marocains, se sont réunis autour d'une plateforme pour «la défense de l'étudiant extracommunautaire». Dans leur cahier revendicatif, ils ont exprimé leur souhait de poursuivre leurs études en Espagne, ont manifesté leur solidarité avec la crise espagnole, mais ont déploré le recours à cette mesure qui met en péril leur futur académique. «Nous comprenons la crise que traverse le pays, mais nous ne pouvons pas permettre d'être l'objectif facile des gouvernants et que ces derniers ruinent notre futur», souligne la pétition. La mobilisation est à son comble et les affectés espèrent collecter 50.000 signatures pour pouvoir freiner ce projet. Toutefois, l'initiative risque de rester un coup d'épée dans l'eau, car le gouvernement espagnol n'a jamais fait marche arrière vis-à-vis des mesures d'austérité adoptées. En attendant, d'autres commencent à voir leur futur ailleurs. «Je ne vois aucune solution que d'aller poursuivre mes études ailleurs. Heureusement qu'il me reste qu'une seule année pour décrocher mon titre de pharmacienne, sinon je ne vois pas comment j'aurais pu tenir le coup. Nos parents se saignent pour nous garantir une éducation de qualité, mais dans le cas présent, cela vire à l'arnaque», se lamente cette étudiante.